

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

**Sous-commission paritaire pour les
institutions subsidiées de l'enseignement
libre de la Communauté française et de
la Communauté germanophone**

**CCT n°132360/CO/152.02 du
27/11/2015**

Correction dans les deux langues :

- à l'article 3, point 3.1, le nom du fonds doit être remplacé par « Fonds social et de garantie en Communautés française et germanophone »
- au 1^{er} point de l'annexe la référence : « concernant la fixation de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières » est remplacée par la référence suivante : « liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation ».

Décision du

ERRATUM

**Paritair Subcomité voor de
gesubsidieerde inrichtingen van het vrij
onderwijs van de Franse Gemeenschap
en de Duitstalige Gemeenschap**

**CAO nr. 132360/CO/152.02 van
27/11/2015**

Verbetering in beide talen :

- in artikel 3, punt 3.1, moet de naam van het fonds verbeterd worden als « Waarborg- en Sociaal Fonds in de Franse en Duitstalige Gemeenschap »
- in punt 1 van de bijlage wordt de verwijzing : « betreffende de vastlegging van de tegemoetkoming van de werkgevers in de vervoerkosten van de arbeiders en arbeidsters » vervangen door de volgende verwijzing : « betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen ».

Beslissing van

23 -02- 2017

Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone

Neerlegging-Dépôt: 10/12/2015
Regist.-Enregistr.: 25/03/2016
N°: 132360/CO/152.02

Convention collective de travail du 27 novembre 2015 relative au transfert des conventions collectives de travail et accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°152.00

Article 1er.

La présente convention collective de travail a pour objet d'assurer le transfert des conventions collectives de travail et accords conclus de la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre à la sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone.

La Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre a été instituée en vertu de l'arrêté royal du 21 avril 1975 fixant la dénomination, la compétence, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 2011. Elle est connue sous l'appellation « Commission paritaire n° 152.00 » (ci-après la « Commission paritaire n°152.00 »).

La sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone a été instituée en vertu de l'arrêté royal du 3 mars 2012 fixant leur dénomination et leur compétence. Elle est connue sous l'appellation « Sous-commission paritaire n° 152.02 » (ci-après la « Sous-commission paritaire n°152.02 »).

Article 2.

La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des institutions ressortissant, à partir du 3 mars 2012, à la Sous-commission paritaire n° 152.02

On entend par travailleurs, les ouvriers et les ouvrières.

Article 3.

3.1 Les conventions collectives de travail, et autres accords conclus au niveau de la Commission paritaire 152.00, qui sont encore en vigueur en date de l'entrée en vigueur de cette convention collective de travail, sont transférés à la Sous-commission paritaire n° 152.02. pour ce qui concerne le champ de compétence de la Sous-commission paritaire 152.02

Par dérogation à ce qui précède, ne sont pas transférées :

1. La convention collective de travail du 10 décembre 2009 instituant ~~un fonds de sécurité d'existence~~ ^{un Fonds social} et de garantie en communautés française et germanophone et en fixant les statuts (Numéro d'enregistrement : 99223) puisqu'il est convenu que ce fonds soit dissous et qu'un nouveau fonds soit institué au niveau de la Sous-commission paritaire n°152.02 dans le respect des dispositions légales applicables en la matière.
2. Les conventions de collectives de travail liées au fonds de sécurité d'existence.
3. Les conventions de collectives de travail s'appliquant aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après ouvriers, des établissements d'enseignement et des internats de l'enseignement libre subsidiés par la Communauté flamande, ressortissant à la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre qui sont subsidiées par la Communauté flamande.

3.2. Les conventions collectives de travail et accords visés sous 3.1. sont donc intégralement applicables au niveau de la Sous-commission paritaire n°152.02 et lient les employeurs et travailleurs ressortissant de la Sous-commission paritaire n°152.02

3.3. Les conventions collectives de travail et accords visés sous 3.1. sont repris dans l'inventaire annexé à la présente convention.

Article 4.

Les conventions collectives de travail, protocoles ou autres accords collectifs conclus au niveau des entreprises ressortissant de la Sous-commission paritaire n°152.02 ainsi que les conventions et accords visés sous 3.1. sont à interpréter à la lumière du fait que cette dernière Sous-commission paritaire est devenue opérationnelle à partir de sa création. Toutes les références faites à des conventions collectives de travail ou accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°152.00 sont censées se rapporter aux conventions ou accords qui ont été transférés à la Sous-commission paritaire n°152.02.

Aucune disposition ne pourra être interprétée dans un sens contraire aux dispositions légales ou réglementaires applicables.

La présente convention collective de travail ne crée aucun droit ou obligations additionnels par rapport aux droits actuels et futurs tels que prévus dans les conventions et accords applicables aux travailleurs et employeurs à la date d'entrée en vigueur de la présente.

La présente convention n'a aucun impact sur la durée de validité des conventions et accords susmentionnés.

Les principes énoncés ci-dessus s'appliquent tant aux conventions et accords visés sous 3.1., qu'à ceux conclus au niveau de l'entreprise relevant du champ d'application de la présente.

Article 5

La présente convention collective de travail doit être interprétée dans le respect du principe de l'interprétation et de l'exécution de bonne foi des conventions.

Article 6.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 27 novembre 2015 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer à condition qu'un délai de 3 mois soit respecté.

Cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone et à chacune des parties signataires.

Le délai de 3 mois prend cours à partir du premier jour du mois suivant la date à laquelle la lettre recommandée a été envoyée au Président.

Il est convenu que chaque convention ou accord visé sous 3.1. peut être dénoncé de manière individuelle moyennant le respect des dispositions prévues sur le sujet dans la convention ou l'accord en question.

Sous-commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre de la Communauté française et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail relative au transfert des conventions collectives de travail et accords conclus au niveau de la Commission paritaire n°152.00

Annexe

1. Convention collective de travail du 7 mars 1977 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre ~~concernant la fixation de l'intervention des employeurs dans les frais de transport des ouvriers et ouvrières.~~ *"Liaison des salaires à l'indice des prises à la consommation"*

CCT 7 mars 1977

Date enregistrement : 15/06/1977

Numéro d'enregistrement : 004502

Numéro dossier : 1977 - 009999

A.R. : 16/11/1977

M.B. : 27/01/1978

2. Convention collective de travail des 27 octobre 1980 et 14 mai 1981 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre concernant le statut syndical

CCT 27 octobre 1980

Date enregistrement : 11/02/1981

Numéro enregistrement: 006907

N° Dossier : 1981 - 000113

CCT 14 mai 1981

Date enregistrement : 23/07/1981

Numéro enregistrement : 007193

Numéro de dossier : 1981 - 000522

A.R. : 05/11/1981

M.B. : 31/12/1981

Modifiée par CCT 2 février 2011
A.R. : 04/10/2011
M.B. : 08/12/2011

Modifiée par CCT 20 novembre 2012
A.R. :
M.B. :

3. Convention collective de travail du 22 avril 1998 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre relative aux mesures en faveur de l'emploi et de la formation des groupes à risque.

CCT 22 avril 1998

Date enregistrement : 17/06/1998

Numéro enregistrement: 048413

N° Dossier : 1998 - 001620

A.R. : 22/08/2002
M.B. : 17/10/2002

4. Convention collective de travail du 5 février 2002 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre concernant un système de crédit temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps.

CCT 5 février 2002
Date enregistrement : 18/02/2003
Numéro enregistrement: 065472
N° Dossier : 2002 - 002736
A.R. : 09/01/2005
M.B. : 03/03/2005

5. Convention collective de travail du 5 mai 2003 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre relative à la durée du temps de travail et sur la flexibilité.

CCT 5 mai 2003
Date enregistrement : 21/08/2012
Numéro enregistrement: 067169
N° Dossier : 2003 - 002034
A.R. : 06/12/2005
M.B. : 09/01/2006

Modifiée par CCT 28 août 2003
A.R. : 24/08/2005
M.B. : 13/12/2005

6. Convention collective de travail du 24 septembre 2008 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre concernant les conditions de salaires et de travail des établissements et internats de l'enseignement libre subsidiés par la Communauté française.

CCT 24 septembre 2008
Date enregistrement : 18/11/2008
Numéro enregistrement : 89627
N° : 2008 - 006434
A.R. : 09/03/2009
M.B. : 14/04/2009

Modifiée par CCT du 19 décembre 2011
A.R. : 20/02/2013
M.B. : 23/05/2013

Erratum du 20/02/2014
A.R. : 14/11/2014
M.B. : 02/01/2015

7. Convention collective de travail du 20 février 2014 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre relative aux vêtements de travail.

CCT 20 février 2014
Date enregistrement : 29/04/2014
Numéro enregistrement: 120921
N° Dossier : 2014 - 002088
A.R. : 08/10/2014
M.B. : 14/11/2014

8. Convention collective de travail du 4 mars 2014 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre relative à l'intervention des employeurs dans les frais de déplacement des ouvriers.

CCT 4 MARS 2014
Date enregistrement : 17/06/2014
Numéro enregistrement: 121733
N° Dossier : 2014 - 002847
A.R. : 05/12/2014
M.B. : 28/01/2015

9. Convention collective de travail du 12 juin 2014 conclue au sein de la commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre relative à l'indemnité de sécurité d'existence.

CCT 12 juin 2014
Date enregistrement : 19/08/2014
Numéro enregistrement: 123051
N° Dossier : 2014 - 008328
A.R. : 10/04/2015
M.B. : 12/06/2015

Paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 november 2015 betreffende de overdracht van de collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden gesloten binnen het paritair comité n°152.00

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft als doel de collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden van het Paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs over te hevelen naar het paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap.

Het Paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs werd opgericht bij Koninklijk Besluit van 21 april 1975 ter vastlegging van de benaming en de bevoegdheid, gewijzigd door het KB van 12 juli 2011. Het is nu gekend onder de benaming "Paritair comité 152.00" (hierna "Paritair comité n° 152.00").

Het paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap werd opgericht bij Koninklijk Besluit van 3 maart 2012 ter vastlegging van hun benaming en bevoegdheid. Ze is gekend onder de benaming "Paritair subcomité n° 152.02" (hierna Paritair subcomité n° 152.02").

Artikel 2.

Deze overeenkomst is van toepassing op werkgevers en arbeid(st)ers van de inrichtingen die sinds 3 maart 2012 ressorteren onder het paritair subcomité n° 152.02

Onder werknemers vallen zowel arbeiders als arbeidsters.

Artikel 3.

3.1 De collectieve arbeidsovereenkomsten en andere akkoorden gesloten binnen het paritair comité 152.00, die nog van kracht zijn op de datum van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst, worden overgeheveld naar het paritair subcomité n° 152.02. voor wat het bevoegdheidsdomein van het paritair subcomité 152.02 aanbelangt.

Als uitzondering op het voorgaande, worden niet overgeheveld :

1. De collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2009 tot oprichting van ~~het waarborg- en fonds voor~~ *een Waarborg- en Sociaal Fonds* ~~bestaanszekerheid~~ in de Franse en Duitstalige gemeenschap en tot vaststelling van zijn statuten (registratienummer : 99223) omdat er werd afgesproken dat het fonds ontbonden zou worden en dat er een nieuw fonds zou worden opgericht binnen het paritair subcomité n°152.02 met naleving van de wettelijke toepasselijke beschikkingen terzake.
2. De collectieve arbeidsovereenkomsten betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid
3. De collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op arbeid(st)ers, hierna arbeiders genaamd, van de vrije onderwijsinstellingen en –internaten gesubsidieerd door de Vlaamse gemeenschap, die ressorteren onder het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs die gesubsidieerd worden door de Vlaamse gemeenschap.

3.2 de Collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1 zijn volledig van toepassing op het paritair subcomité n° 152.02 en verbinden werkgevers en werknemers die ressorteren onder het paritair subcomité n° 152.02 met elkaar.

3.3 De Collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1 worden opgenomen in de inventaris die als bijlage toegevoegd is aan deze overeenkomst.

Artikel 4.

De collectieve arbeidsovereenkomsten, protocols of andere collectieve akkoorden die op ondernemingsvlak werden gesloten bij bedrijven die ressorteren onder het paritair subcomité n° 152.02 alsook overeenkomsten en akkoorden bedoeld onder 3.1 moeten geïnterpreteerd worden met het oog op het feit dat dit paritair subcomité sinds haar oprichting operationeel is geworden. Het is de bedoeling dat alle verwijzingen naar collectieve arbeidsovereenkomsten of akkoorden gesloten binnen het paritair comité n°152.00 verwijzen naar overeenkomsten en akkoorden die werden overgeheveld naar het paritair subcomité n° 152.02.

Geen enkele bepaling kan anders geïnterpreteerd worden dan de toepasselijke wettelijke of reglementaire bepalingen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst doet geen enkel recht of bijkomstige verplichting ontstaan gelet op de huidige en toekomstige rechten die voorzien zijn in de overeenkomsten en akkoorden die van toepassing zijn op de werknemers en werkgevers op de datum van inwerkingtreding van deze cao.

Deze cao heeft geen enkele impact op de geldigheidsduur van bovenvermelde overeenkomsten en akkoorden.

Bovenvermelde principes zijn zowel van toepassing op de overeenkomsten en akkoorden vermeld onder 3.1 als op akkoorden die op ondernemingsvlak zijn gesloten en vallen onder het toepassingsgebied van deze cao.

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst moet geïnterpreteerd worden onder naleving van het principe van het te goeder trouw interpreteren en uitvoeren van deze overeenkomsten.

Artikel 6.

Deze cao treedt in werking op 27 november 2015 en wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Elk van de ondertekenende partijen kan ze opzeggen op voorwaarde dat een termijn van 3 maanden wordt nageleefd.

Deze opzegging gebeurt via aangetekend schrijven met de post, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap en aan elk van de ondertekende partijen.

De termijn van 3 maanden begint vanaf de eerste dag van de maand volgend op de dag waarop het aangetekend schrijven naar de voorzitter werd verstuurd.

Er wordt afgesproken dat elke overeenkomst of akkoord bedoeld onder 3.1 individueel kan opgezegd worden op voorwaarde dat de beschikkingen die in dat verband in de overeenkomst of akkoord zijn opgenomen, worden nageleefd.

Paritair subcomité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs van de Franse gemeenschap en de Duitstalige gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de overdracht van de collectieve arbeidsovereenkomsten en akkoorden gesloten binnen het paritair comité n°152.00

Bijlage

1. Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 maart 1977 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs ~~betreffende de vastlegging van de tegemoetkoming van de werkgevers in de vervoerskosten van de arbeiders en arbeidsters~~ *betreffende de koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijsen.*

CAO 7 maart 1977

Registratiedatum : 15/06/1977

Registratienummer : 004502

Dossiernummer : 1977 - 009999

K.B. : 16/11/1977

B.S. : 27/01/1978

2. Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 oktober 1980 en 14 mei 1981 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende het vakbondsstatuut

CAO 27 oktober 1980

Registratiedatum : 11/02/1981

Registratienummer: 006907

N° Dossier : 1981 - 000113

CAO 14 mei 1981

Registratiedatum: 23/07/1981

Registratienummer: 007193

N° Dossier : 1981 - 000522

K.B. : 05/11/1981

B.S. : 31/12/1981

Gewijzigd door CAO 2 februari 2011
K.B.: 04/10/2011
B.S. : 08/12/2011

Gewijzigd door CAO 20 november 2012
K.B.:
B.S.:

3. Collectieve arbeidsovereenkomst van 22 april 1998 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende maatregelen ter bevordering van de werkgelegenheid en de opleiding van risicogroepen

CAO 22 april 1998
Registratiedatum: 17/06/1998
Registratienummer: 048413
N° Dossier : 1998 - 001620
K.B. : 22/08/2002
B.S. : 17/10/2002

4. Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 februari 2002 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende een systeem van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking.

CAO 5 februari 2002
Registratiedatum: 18/02/2003
Registratienummer: 065472
N° Dossier : 2002 - 002736
K.B. : 09/01/2005
B.S. : 03/03/2005

5. Collectieve arbeidsovereenkomst van 5 mei 2003 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende duur van de arbeidstijd en de flexibiliteit

CAO 5 mei 2003
Registratiedatum: 21/08/2012
Registratienummer: 067169
N° Dossier : 2003 - 002034
K.B. : 06/12/2005
B.S. : 09/01/2006

Gewijzigd door CAO 28 augustus 2003
K.B. : 24/08/2005
B.S. : 13/12/2005

6. Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 september 2008 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende loon- en arbeidsvoorwaarden voor de onderwijsinstellingen en internaten van het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

CAO 24 september 2008
Registratiedatum: 18/11/2008
Registratienummer: 89627
N° : 2008 - 006434
K.B. : 09/03/2009
B.S. : 14/04/2009

Gewijzigd door CAO van 19 december 2011
K.B. : 20/02/2013
B.S.: 23/05/2013

Erratum van 20/02/2014
K.B. : 14/11/2014

B.S. : 02/01/2015

7. Collectieve arbeidsovereenkomst van 20 februari 2014 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende werkkledij

CAO 20 februari 2014
Registratiedatum: 29/04/2014
Registratienummer: 120921
N° Dossier : 2014 - 002088
K.B. : 08/10/2014
B.S. : 14/11/2014

8. Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 maart 2014 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende de tegemoetkoming van de werkgevers in de reiskosten van de arbeiders

CAO 4 MAART 2014
Registratiedatum: 17/06/2014
Registratienummer: 121733
N° Dossier : 2014 - 002847
K.B. : 05/12/2014
B.S. : 28/01/2015

9. Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2014 gesloten binnen het paritair comité voor de gesubsidieerde inrichtingen van het vrij onderwijs betreffende de bestaanszekerheidsvergoeding

CAO 12 juni 2014
Registratiedatum: 19/08/2014
Registratienummer: 123051
N° Dossier : 2014 - 008328
K.B. : 10/04/2015
B.S. : 12/06/2015